



Le SNTRS-CGT appelle à rejoindre le 16 mars 2021 la journée nationale de mobilisation étudiante afin de mettre en lumière la situation dramatique subie par les étudiants depuis plusieurs mois

Le SNTRS-CGT appelle à rejoindre le 16 mars 2021 la journée nationale de mobilisation étudiante afin de mettre en lumière la situation dramatique subie par les étudiants depuis plusieurs mois.

Les jeunes et les étudiant·es, comptant parmi les plus impactés par la précarité, par la pauvreté, la situation sanitaire et le manque de moyens de protection. Cette situation n'est plus tenable.

Nous serons aux côtés de la jeunesse et revendiquerons :

- Pour les étudiant·e-s, un plan d'urgence d'1,5 milliards d'euros contre la précarité étudiante avec une augmentation immédiate des bourses et des APL, une protection sociale pour tous supérieure au seuil de pauvreté...
- Pour les lycéen·ne-s, l'abandon du processus de sélection de Parcoursup et davantage de moyens pour l'orientation des élèves...
- Pour les jeunes en insertion professionnelle, l'ouverture immédiate du RSA pour les jeunes de moins de 25 ans en insertion afin d'éviter qu'un trop grand nombre ne tombent dans l'extrême précarité...
- La réouverture des universités et la reprise des enseignements en présentiel avec les moyens économiques et humains nécessaires.

Le SNTRS-CGT revendique avec les jeunes des plans d'embauche dans tous les secteurs, recrutement sur statut de fonctionnaire dans la fonction publique et recrutement en CDI pour le secteur privé.

La politique du gouvernement et de la ministre ne sont pas à la hauteur des aspirations de la jeunesse et des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche publique. Après avoir instauré la sélection à l'entrée à l'université, augmenté les droits d'inscription pour les étudiants étrangers, freiné les indispensables recrutements, rendu possible des expérimentations statutaires anti-démocratiques dans les universités, aggravé l'austérité budgétaire dont souffrent les établissements et développé à l'extrême l'emploi précaire, elle poursuit la mise en place, à marche forcée, de la loi de programmation de la recherche, loi inique dénoncée comme telle par la très grande majorité de la communauté de l'enseignement supérieur et la recherche.

Depuis presque un an, nous réclamons avec force un plan d'urgence et des moyens supplémentaires pour faire face aux défis inédits que représente la crise sanitaire pour l'enseignement et pour la recherche. Aujourd'hui, nous dénonçons également le déni de la ministre qui refuse de voir la dégradation de nos conditions de travail et des formations, et qui n'apporte par-dessus tout, aucune réponse à la souffrance matérielle et morale des étudiant·es ce qui les plonge dans une profonde détresse. L'université est quasiment à l'arrêt, les décrochages d'études s'aggravent et se multiplient, la recherche publique est en danger et, si rien n'est fait dans les semaines qui viennent, c'est la rentrée 2021 qui sera menacée.

Rejoignons la jeunesse le 16 mars dans les manifestations et rassemblements afin de signifier notre solidarité avec ceux qui représentent l'avenir de notre société.

Un préavis de grève a été déposé par la FERC-CGT qui couvre les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche

Villejuif le 12 mars 2021